

# Liste des médiateurs 2017

Règlement sur le plan de garantie  
des bâtiments résidentiels neufs

**Travail, Emploi  
et Solidarité sociale**

**Québec**



Secrétariat du travail

## Table des matières

Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs .....	3
Procédure pour le recours à la médiation .....	3
Politique générale concernant les médiateurs .....	4
Qualification générale .....	4
Conditions d'admission .....	4
Rémunération des médiateurs .....	4
Conditions d'inscription et de réinscription .....	4
Examen des plaintes .....	4
Disponibilité des médiateurs selon les régions .....	6
Abitibi-Témiscamingue .....	6
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie .....	6
Côte-Nord .....	6
Estrie .....	6
Laval-Laurentides-Lanaudière .....	6
Mauricie–Bois-Francs .....	6
Montréal .....	6
Montréal .....	6
Outaouais .....	7
Québec-Chaudière-Appalaches .....	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean .....	7
Coordonnées des médiateurs .....	8

## Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs

La Régie du bâtiment du Québec est responsable de l'application du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, adopté par le gouvernement du Québec en 1999. Pour obtenir tous les détails concernant ce règlement, consulter le site de la Régie à l'adresse [www.rbq.gouv.qc.ca](http://www.rbq.gouv.qc.ca).

L'acheteur qui constate un défaut de construction doit en faire la dénonciation par écrit à l'entrepreneur et en transmettre copie à l'administrateur de son plan de garantie. Si cet acheteur, par la suite, est insatisfait de l'intervention de l'entrepreneur ou si ce dernier n'est pas intervenu, il en avise l'administrateur de la garantie. Ce dernier traite alors la réclamation selon la procédure prévue au règlement.

L'acheteur ou l'entrepreneur insatisfait d'une décision de l'administrateur du plan de garantie doit, pour que la garantie s'applique, soumettre le litige à un organisme d'arbitrage reconnu par la Régie dans les 30 jours suivant la réception de la décision de l'administrateur. L'organisme d'arbitrage voit à la désignation de l'arbitre à partir d'une liste préalablement dressée et transmise officiellement à la Régie.

### Procédure pour le recours à la médiation

Dans ce même délai de 30 jours, il est possible, avant de recourir à l'arbitrage, de soumettre le litige à un médiateur. La médiation est une démarche qui permet au bénéficiaire et à l'entrepreneur de soumettre, d'un commun accord, leur différend à un médiateur en vue d'arriver à une entente.

Dans ce cas, les deux parties doivent choisir un médiateur dans la liste dressée par la ministre responsable du Travail. La liste des médiateurs autorisés est accessible dans le site Internet du Secrétariat du travail ([www.travail.gouv.qc.ca](http://www.travail.gouv.qc.ca)) ou dans celui de la Régie ([www.rbq.gouv.qc.ca](http://www.rbq.gouv.qc.ca)).

Une telle demande de médiation doit être soumise à la ministre responsable du Travail dans les 30 jours de la réception de la décision de l'administrateur, en indiquant le nom du médiateur choisi par les deux parties. L'adresse pour transmettre cette demande est la suivante :

**Ministre responsable du Travail  
Secrétariat du travail  
200, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5S1**

Dès réception d'une demande de médiation, la ministre responsable du Travail désigne le médiateur choisi par les parties et transmet ensuite une copie de cette nomination à l'administrateur du plan de garantie.

La séance de médiation demeure confidentielle et rien de ce qui aura alors été dit ou écrit ne pourra servir en preuve, à moins que l'acheteur, l'entrepreneur et, le cas échéant, l'administrateur y consentent.

Les coûts de la médiation sont partagés en parts égales entre le bénéficiaire et l'entrepreneur, sauf si les parties en conviennent autrement. Si l'administrateur du plan de garantie participe à la médiation, il doit assumer le tiers des coûts.

Si la médiation échoue, l'acheteur ou l'entrepreneur peut exercer un recours en arbitrage.

Cependant, l'un et l'autre peuvent aussi recourir directement à l'arbitrage, sans passer par la médiation.

# Politique générale concernant les médiateurs

## Qualification générale

Tout médiateur doit être impartial, compétent, disponible et dynamique. Il doit faire preuve d'objectivité, d'honnêteté et d'intégrité. Il doit être libre de toute attache à l'égard des parties et ne déroger en aucun cas à l'éthique professionnelle.

## Conditions d'admission

Pour être autorisée à agir à titre de médiateur, la personne candidate devra :

- être une personne physique;
- ne pas être à l'emploi d'un administrateur de plan ou d'une association représentative, ou encore, d'une association d'entrepreneurs de l'industrie de la construction, tel qu'il est défini dans la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction;
- détenir une formation en médiation ou de l'expérience, dans le cas de situations conflictuelles entre des parties, ou une formation en droit, en relations industrielles ou dans toute autre discipline pertinente;
- posséder de l'expérience en matière de plans de garantie ou une expérience dans l'industrie de la construction domiciliaire, ou encore, détenir une formation professionnelle en techniques de la construction.

## Rémunération des médiateurs

Avant d'accepter d'agir comme médiateur, la personne doit conclure une entente avec les parties sur ses honoraires et autres frais, s'il y a lieu. Cette entente doit accompagner la demande de désignation adressée à la ministre. Les frais de transport, de repas et de logement d'un médiateur qui lui sont remboursés par les parties, doivent être conformes à la Directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les Règles sur les frais des personnes engagées à honoraires (C.T. 182100 du 13 janvier 1993) et à ses modifications en vigueur le jour où elles doivent être appliquées.

## Conditions d'inscription et de réinscription

Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre, tout candidat ou toute candidate désirant que son nom soit inscrit à la liste en vigueur des médiateurs doit faire parvenir par écrit à la ministre responsable du Travail une demande d'inscription de son nom à la liste de l'année suivante, en joignant à l'envoi son *curriculum vitae*.

Le 1<sup>er</sup> septembre au plus tard, toute personne dont le nom est inscrit sur la liste des médiateurs alors en vigueur doit faire parvenir à la ministre responsable du Travail une demande écrite de réinscription de son nom sur la liste de l'année suivante en mettant à jour, s'il y a lieu, les renseignements personnels que la ministre responsable du Travail possède à son sujet.

À moins de motifs exceptionnels, la ministre responsable du Travail ne prend en considération aucune demande d'inscription ou de réinscription reçue après la date prévue.

## Examen des plaintes

Toute personne ou tout organisme ayant des raisons de croire qu'un médiateur ne s'est pas conformé aux règles concernant sa rémunération, les frais réclamés, sa conduite ou sa compétence peut adresser

à la ministre, par écrit, une plainte à cet effet. Cette plainte doit contenir l'essentiel des reproches ainsi que les circonstances pertinentes.

Lorsque la ministre responsable du Travail est saisie d'une plainte contre un médiateur, elle détermine si la plainte est recevable ou non. Si elle ne l'est pas, elle en informe le plaignant.

Si la ministre responsable du Travail établit que la plainte est recevable, elle en fait parvenir une copie au médiateur concerné et tente de régler la plainte à l'amiable.

Si, après l'étude de la plainte, cette dernière est rejetée, la ministre responsable du Travail avise alors le plaignant ainsi que le médiateur concerné.

Si la plainte est retenue comme étant fondée, la ministre responsable du Travail transmet sa décision au médiateur concerné et en transmet également une copie au plaignant.

## Disponibilité des médiateurs selon les régions

### Abitibi-Témiscamingue

Buteau, Réjean  
Masson, Robert  
Roy, Léonce-E.  
Waechter, Michel

### Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

Lagacé, René  
Masson, Robert  
Roy, Léonce E.  
Waechter, Michel

### Côte-Nord

Masson, Robert  
Roy, Léonce-E  
Waechter, Michel

### Estrie

Lagacé, René  
Masson, Robert  
Poulin, Karine  
Savoie, Marc  
Waechter, Michel

### Laval-Laurentides-Lanaudière

Bowes, Richard  
Buteau, Réjean  
Coallier, Michel F.  
Dagenais, Daniel Alain  
Lagacé, René  
Maari, Kamal  
Masson, Robert  
Phaneuf, Sabine  
Pisapia, Serge  
Poulin, Karine  
Waechter, Michel

### Mauricie-Bois-Francs

Dagenais, Daniel Alain  
Lagacé, René  
Maari, Kamal  
Masson, Robert  
Poulin, Karine  
Roy, Léonce E.  
Waechter, Michel

### Montérégie

Bowes, Richard  
Coallier, Michel F.  
Dagenais, Sylvain  
Lagacé, René  
Maari, Kamal  
Masson, Robert  
Ménard, Michel A.  
Pisapia, Serge  
Poulin, Karine  
Roy, Léonce E.  
Waechter, Michel

### Montréal

Buteau, Réjean  
Coallier, Michel F.  
Dagenais, Daniel Alain  
Lagacé, René  
Maari, Kamal  
Masson, Robert  
Ménard, Michel A.  
Pisapia, Serge  
Poulin, Karine  
Waechter, Michel

## Outaouais

Buteau, Réjean  
Lagacé, René  
Masson, Robert  
Poulin, Karine  
Waechter, Michel

## Québec-Chaudière-Appalaches

Lagacé, René  
Masson, Robert  
Roy, Léonce E.  
Waechter, Michel

## Saguenay-Lac-Saint-Jean

Lagacé, René  
Masson, Robert  
Roy, Léonce E.  
Waechter, Michel

## Coordonnées des médiateurs

### BOWES, Richard

63, rue Marguerite-d'Youville  
Beauharnois (Québec) J6N 3P4  
450 429-3316 (résidence)  
450 429-5933 (télécopieur)  
514 777-4112 (cellulaire)  
[bowesr@videotron.ca](mailto:bowesr@videotron.ca)

#### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

#### Profession

- Inspecteur en prévention des incendies, arbitre et médiateur
- Enquêteur en recherche de causes et circonstances d'incendie

#### Formation

- Technicien en prévention des incendies (École polytechnique)
- Plaideur à la CSST (griefs et différends) (FTQ)
- Administrateur de caisse de retraite (SAI)
- Enquêteur en recherche de causes et circonstances d'incendie (cégep Montmorency)

#### Associations

- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux (ICRA)

#### Expérience

- Négociateur depuis 1977
- Participant à plus de 100 auditions et au-delà de 20 séances de médiation
- Entrepreneur général de construction durant 10 ans
- Coactionnaire de compagnies de 1979 à 1991
- Inspecteur en prévention des incendies depuis 1997
- Plaideur à la CSST (griefs et différends) depuis 1991
- Enquêteur en recherche de causes et circonstances d'incendie depuis 1996 et pompier depuis 1975

#### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie

**Tarif 2017** : 100 \$/h

### BUTEAU, Réjean

2535, place Bohlé  
Montréal (Québec) H3M 2C8  
514 745-6488 (bureau)  
819 321-3514 (bureau)  
450 433-7612 (résidence)  
514 745-6810 (télécopieur)  
[info@evaluation.qc.ca](mailto:info@evaluation.qc.ca)

#### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

#### Profession

- Évaluateur accrédité – Institut canadien des évaluateurs (ICE)
- Professional Appraiser, BAA, LL.B., AACI

#### Formation

- Baccalauréat en administration des affaires
- Baccalauréat en droit

#### Association

- Institut canadien des évaluateurs (ICE)

#### Expérience

- Inspection en bâtiment
- Rénovation de constructions
- Établissement de coûts de rénovation
- Nombreuses années d'expérience dans ce secteur d'activité. Dans les affaires depuis 1988, bureau professionnel en évaluation immobilière. Plusieurs propriétés à revenus (entretien, gestion, réparation, rénovation)
- Directeur de la MRC des Laurentides durant cinq ans

#### Disponibilité selon les régions

Abitibi-Témiscamingue, Laval-Laurentides-Lanaudière, Montréal, Outaouais

**Tarif 2017** : 100 \$/h



## COALLIER, Michel F.

Coallier, Sasseville  
321, rue Thomas-Pépin  
Boucherville (Québec) J4B 1P4  
514 254-1036 (résidence)  
1 888 335-1078 (sans frais)  
514 254-9895 (télécopieur)  
[info@coallier.ca](mailto:info@coallier.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Expert-conseil, litiges immobiliers, médiateur civil et commercial
- Consultant immobilier, arbitre médiateur et formateur (1978 à ce jour)

### Formation

- Baccalauréat en sciences
- Technologies du bâtiment
- Cours de médiation (Institut de médiation et d'arbitrage)
- Formation en évaluation, estimation et systèmes HVAC (1978-1990)
- Gestion des affaires (marketing), 1971-1973, HEC Montréal

## DAGENAIS, Daniel Alain

885, rue Lindsay  
Saint-Laurent (Québec) H4L 2R3  
438 350-1688  
[dalaindagenais@yahoo.ca](mailto:dalaindagenais@yahoo.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Médiateur

### Formation

- Baccalauréat en administration
- Licence en droit
- Maîtrise en droit
- Formation en conciliation et médiation civile et commerciale

### Associations

- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Association des ombudsmans et des médiateurs du Québec

### Expérience

- Expert reconnu à la Cour et à la Régie du logement
- Expert en bâtiment et évaluateur environnemental
- Formateur au cégep Montmorency
- Directeur de projet pour Les constructions Safokar
- Rédacteur de la rubrique « Clinique du propriétaire » du journal *L'Étoile*, Dorion (Québec)
- Rédacteur du manuel *Pathologie des petits bâtiments en maçonnerie*
- Entrepreneur général et spécialisé en climatisation et chauffage
- Membre du CEIBQ, comité ad hoc pour établir les normes et standards dans les services d'inspection de bâtiment au Québec
- Médiateur, formateur et expert-conseil en structure et mécanique du bâtiment

### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie,  
Montréal

**Tarif 2017** : 180 \$/h

### Associations

- Conseil international du bâtiment (CIB)
- Association du Barreau canadien (ABC) (sections Médiation, Construction et Assurances)
- Commission sur la consommation (Barreau du Québec)

### Expérience

- Depuis 1993, expérience en médiation
- Depuis 1985, intérêt pour les plans de garantie
- Depuis 1979, avocat en matière de construction

### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie,  
Mauricie-Bois-Francs, Montréal

**Tarif 2017** : 150 \$/h

## LAGACÉ, René

326, avenue de l'Épée  
Outremont (Québec) H2V 3T6  
514 277-8251 (bureau)  
514 272-5702 (télécopieur)  
[lagacer@bellnet.ca](mailto:lagacer@bellnet.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais (fonctionnel)

### Profession

- Architecte-avocat

### Formation

- Baccalauréat en droit
- Stages de perfectionnement en enveloppe du bâtiment, recyclage de bâtiment, accessibilité universelle des bâtiments, isolation, toitures, fenêtres, maçonnerie, aspects juridiques de la construction, arbitrage, informatique (CAD)
- Cours de médiation du Barreau du Québec (petites créances)
- Baccalauréat en architecture
- Baccalauréat ès arts

### Associations

- Ordre des architectes du Québec

## MAARI, Kamal

916, rue Cherrier  
Montréal (Québec) H2L 1H7  
514 823-7960 (bureau)  
450 621-7960 (télécopieur)  
[mapso@videotron.ca](mailto:mapso@videotron.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Ingénieur

### Formation

- Diplôme en gestion
- Baccalauréat en sciences appliquées

- Institut royal d'architecture du Canada
- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Barreau du Québec
- ADR Institute of Canada Inc.

### Expérience

- Pratique autonome de l'architecture depuis 1972
- Pratique autonome du droit comme avocat depuis 1986
- Chargé de cours à l'École d'architecture de l'Université de Montréal et à l'École d'architecture de l'Université Laval
- Membre du Groupe de travail sur l'arbitrage multipartite
- Membre de la Commission d'arbitrage sur la protection du patrimoine immobilier de la Ville de Montréal
- Expérience en règlement de différends

### Disponibilité selon les régions

Estrie, Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie, Mauricie-Bois-Francs, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, Montréal, Outaouais, Québec-Chaudière-Appalaches, Saguenay-Lac-Saint-Jean  
**Tarif 2017** : 200 \$/h

### Associations

- Ordre des ingénieurs du Québec

### Expérience

- 1999 à ce jour : Ville de Montréal
- 1997 à 1999 : Batinorim
- 1982 à 1997 : Régie du bâtiment du Québec
- 1980 à 1982 : ministère de l'Environnement
- 1976 à 1982 : ministère des Travaux publics
- 1972 à 1976 : ministère du Travail

### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière, Montréal, Montérégie, Mauricie-Bois-Francs  
**Tarif 2017** : 160 \$/h

## MASSON, Robert

300, rue du Saint-Sacrement  
Bureau 119  
Montréal (Québec) H2Y 1X4  
514 286-9100 (bureau)  
514 286-9453 (télécopieur)  
[RM@robertmasson.ca](mailto:RM@robertmasson.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais et espagnol

### Profession

- Ingénieur et avocat; arbitre C. et médiateur

### Formation

- 1996 : Centre d'arbitrage commercial, national et international du Québec
- 1995 : arbitrage commercial, médiation commerciale – Institut d'arbitrage du Québec
- 1986 : baccalauréat en droit et en sciences appliquées
- 1974 : diplôme d'ingénieur et BAC en sciences appliquées

## MÉNARD, Michel A.

Étude Michel A. Ménard, Avocat  
69, 65<sup>e</sup> Avenue  
LaSalle (Québec) H8P 3E5  
514 364-2009 (bureau)  
514 364-5691 (télécopieur)  
[michel.menard@qc.aira.com](mailto:michel.menard@qc.aira.com)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Avocat

### Formation

- Réglementation du bâtiment (Ordre des architectes du Québec)
- Médiation (Barreau du Québec)

### Associations

- Barreau du Québec
- Ordre des ingénieurs du Québec
- Association du Barreau canadien
- Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises

### Expérience

- Arbitre et médiateur accrédité par le Centre d'arbitrage commercial, national et international du Québec (CACNIQ) et l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Spécialiste en droit de la construction, en droit des contrats, en droit des affaires, en droit immobilier, en droit des sûretés et en responsabilité professionnelle
- 15 ans d'expérience comme ingénieur
- 22 ans d'expérience comme avocat

### Disponibilité selon les régions

Toutes les régions  
**Tarif 2017** : 225 \$/h

### Associations

- Barreau du Québec

### Expérience

- Avocat de pratique privée reliée essentiellement au domaine de la construction, depuis 1979, avec concentration dans les litiges relatifs aux malfaçons et vices de construction
- Droit administratif en relation avec les organismes suivants : Régie du bâtiment du Québec, Commission de la construction du Québec, Commission de la santé et de la sécurité du travail

### Disponibilité selon les régions

Montérégie, Montréal  
**Tarif 2017** : 135 \$/h

## PHANEUF, Sabine

2772, boulevard Curé-Labelle  
Prévost (Québec) J0R 1T0  
450 335-0512 (bureau)  
[sabine@monavocate.com](mailto:sabine@monavocate.com)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français

### Profession

- Avocate, médiatrice

### Formation

- Baccalauréat en droit
- Admission au Barreau du Québec
- Formation en médiation civile et commerciale (Barreau du Québec)
- Formation en médiation familiale (Barreau du Québec)
- Certificat en communication

## PISAPIA, Serge

3815, avenue Draper  
Montréal (Québec) H4A 2N9  
514 484-9225 (téléphone)  
514 484-2588 (télécopieur)  
[serge@sergepisapia.ca](mailto:serge@sergepisapia.ca)  
[www.sergepisapia.ca](http://www.sergepisapia.ca)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais, italien

### Profession

- Avocat, médiateur et arbitre agréé

### Formation

- Maîtrise en droit, LL.M. (prévention et règlement des différends)
- Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle (prévention et règlement des différends - PRD)
- Accréditation du Barreau du Québec – médiateur en matières civiles et commerciales
- 1<sup>re</sup> session du MBA
- Admission au Barreau du Québec

### Associations

- Barreau du Québec
- BNI (Business Network International) – Référence Nord

### Expérience

- 1992 à ce jour : avocate médiatrice en droit familial et civil
- 1999 à 2005 : directrice de l'Ordre professionnel des podiatres du Québec
- 1997 à 2007 : responsable-coordonnatrice du Comité accréditeur en médiation familiale du Service de médiation familiale du Barreau du Québec
- 1996 à ce jour : représentante du Syndic du Barreau du Québec
- 1994 à 2000 : membre du comité d'arbitrage du Barreau du Québec

### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière

**Tarif 2017** : 190 \$/h

- Baccalauréat en droit (LL. B.)
- Baccalauréat en français (sciences)

### Associations

- Barreau du Québec
- Association du Barreau canadien (ABC)
- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Institut d'arbitrage et de médiation du Canada inc.
- Forum canadien sur la justice civile

### Expérience

- 2003 à ce jour : consultant, médiateur et arbitre agréé
- 2001 à 2003 : consultant principal
- 1981 à 2002 : vice-président et directeur de projets
- 1978 à 1980 : avocat

### Disponibilité selon les régions

Laval-Laurentides-Lanaudière, Montérégie,  
Montréal

**Tarif 2017** : 250 \$/h

## POULIN, Karine

Poulin avocats inc.  
Bureau 406  
7575, route Transcanadienne  
Montréal (Québec) H4T 1V6  
514 745-2882 (bureau)  
514 695-4449 (télécopieur)  
[kpoulin@poulinavocats.com](mailto:kpoulin@poulinavocats.com)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français et anglais

### Profession

- Avocate, arbitre et médiatrice

### Formation

- Candidate à la maîtrise en prévention et règlement des différends (LL.M.)
- Formation en arbitrage civil et commercial (Université de Sherbrooke)
- Formation en médiation familiale, civile, commerciale et en droit du travail (formation continue)
- Barreau du Québec (École du Barreau de Montréal)

## ROY, Léonce-E.

Les Terrasses du Séminaire  
1103-4901, rue Lionel-Groulx  
Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec)  
G3A 0N2  
418 872-5574 (résidence)  
418 933-6693 (cellulaire)  
418 872-3048 (télécopieur)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Avocat (médiateur-arbitre)

### Formation

- Doctorat en droit
- Diplôme d'études supérieures en droit social

- Baccalauréat en droit (LL.B) (Université de Montréal)

### Associations

- Barreau du Québec
- Association du Jeune Barreau de Montréal
- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)
- Groupe d'arbitrage et de médiation sur mesure (GAMM)
- ADR Institute
- Association de la médiation familiale

### Expérience

- 2007 à ce jour : avocate, arbitre et médiatrice chez Poulin avocats inc.
- 2003 à 2007 : avocate, stagiaire, assistante juridique chez Tutino Edwards Joseph s.e.n.c.

### Disponibilité selon les régions

Estrie, Laval-Laurentides-Lanaudière, Mauricie–Bois-Francs, Montérégie, Montréal, Outaouais  
**Tarif 2017** : 175 \$/h

### Associations

- MCAQ
- Barreau du Québec

### Expérience

- Avocat de pratique légale en cabinet privé depuis 35 ans
- Arbitre de griefs et de différends depuis 30 ans
- Conseiller en relations de travail depuis 25 ans

### Disponibilité selon les régions

Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent–Gaspésie, Côte-Nord, Mauricie–Bois-Francs, Montérégie, Québec-Chaudière-Appalaches, Saguenay–Lac-Saint-Jean  
**Tarif 2017** : 110 \$/h

## SAVOIE, Marc

Delorme, Le Bel, Bureau, Savoie, s.e.n.c.  
Bureau 100  
2355, rue King Ouest  
Sherbrooke (Québec) J1J 2G6  
819 566-6222, poste 239  
819 566-4221 (télécopieur)  
[msavoie@dlbavocats.com](mailto:msavoie@dlbavocats.com)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Avocat

### Formation

- Faculté de droit
- Certificat de médiation civile et commerciale

## WAECHTER, Michel

75, avenue des Pins Est, bureau 401  
Montréal (Québec) H2W 1N6  
450 682-3320 (bureau)  
450 682-3320 (télécopieur)  
[michel@waechter-avocat.com](mailto:michel@waechter-avocat.com)

### Langue(s) écrite(s) et parlée(s)

Français, anglais

### Profession

- Avocat et médiateur

### Formation

- Licence en droit (LL.L.) de l'Université d'Ottawa
- Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en droit (médiation et arbitrage) de l'Université de Sherbrooke
- Médiateur membre du Centre d'arbitrage commercial national et international du Québec (CACNIQ) pour les disputes entre franchiseurs et franchisés

### Associations

- Barreau du Québec

### Expérience

- Depuis 1981 : pratique privée à Sherbrooke
- 1988 : étude Fournier-Demers et Demers Bureau Borduas, pratique axée dans les domaines du litige, civil et commercial
- Litiges concernant vices cachés et malfaçons, pour l'acheteur comme pour le vendeur, avec experts, etc.
- Étude Delorme Lebel Bureau Savoie, pratique axée dans le domaine du litige civil.

### Disponibilité selon les régions

Estrie

**Tarif 2017** : 205 \$/h

- Formation spécialisée en médiation civile et commerciale du Barreau du Québec
- Médiateur familial accrédité par le Comité des organismes accréditeurs en médiation familiale (COAMF)

### Associations

- Barreau du Québec
- Centre d'arbitrage commercial national et international du Québec (CACNIQ)
- Association de médiation familiale du Québec (AMFQ)

### Expérience

- Pratique en droit de la construction depuis 10 ans
- Plus de 135 dossiers de médiation
- Formateur et superviseur en médiation et en arbitrage

### Disponibilité selon les régions

Toutes les régions

**Tarif 2017** : 125 \$/h